

# LES EXPERIENCES SOCIALISTES

M. LE DOYEN CHARVIN  
PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE NICE

Je voudrais commencer par une citation sans vous dire quel est son auteur, je vous en révélerai le nom après la lecture de cette citation.

« Il n'y a plus d'entreprise au sens strict du terme dans les Etats socialistes, il n'y a plus que des unités techniques de production ».

L'auteur, c'est Raymond BARRE dans son Dalloz de 1969, à la page 467.

Cette appréciation de Monsieur Raymond BARRE est tout à fait inexacte, ce qui peut nous donner des inquiétudes par ailleurs.

En effet, le socialiste, en Europe, n'a pas fait disparaître du tout l'entreprise en tant qu'entité économique aussi bien qu'en tant qu'entité juridique, nous l'avons déjà tous à plusieurs reprises.

Nous avons admis, je crois, presque ananivement, la définition du professeur FARJAT, je ne le reprendrai pas: l'entreprise socialiste existe en Union Soviétique et dans les Etats Socialistes de l'Europe. Elle existe au sens plein du terme.

Mais ce qui est vrai c'est qu'il y a une tendance à la diversification dans l'ensemble des pays socialistes au niveau des structures internes, au niveau des relations inter-entreprises, au niveau des relations de cette entreprise avec pouvoir central. Et cette diversification n'est pas étonnante puisqu'il y a aussi une diversification de plus en plus accentuée des modèles de socialisme, y compris au sein même de l'Europe socialiste; il y a, je crois, de très grandes différences, aujourd'hui entre le modèle Bulgare, le modèle Roumain, le modèle Allemand, le modèle Soviétique, le modèle Hongrois, et il y a donc un risque à généraliser lorsque l'on parle de l'entreprise, en Europe socialiste, un grand risque, car d'un pays à l'autre il y a, aujourd'hui des différences très notables qui ne sont pas formelles.

Il y a un *deuxième constat* qu'il faut faire, je crois, à propos de l'entreprise, en Europe socialiste et la diminution des performances, c'est un fait que nul ne conteste: on assiste à une diminution des taux de croissance à des degrés divers; cette diminution par exemple

est beaucoup plus faible en Roumanie qu'en Union Soviétique, elle est plus faible en R.D.A. qu'en Bulgarie mais le constat général est une diminution des performances.

*Troisième constat:* l'apparition de plus en plus claire, de plus en plus ouverte, de contradictions entre le pouvoir politique et la classe ouvrière. C'est un constat que l'on ne peut pas ne pas faire, lorsque l'on suit les événements de la Pologne par exemple. Et il ne faut pas, je crois, faire du journalisme à ce propos, il n'y a pas pour autant remise en cause du socialisme mais poursuite de l'histoire et poursuite de la lutte de la classe ouvrière dans sa promotion à l'encontre de nouveaux obstacles qui n'étaient pas ceux des pays à mode de production capitaliste.

Il est donc, je crois, très utile de s'interroger sur l'entreprise en Europe socialiste: micro société qui est l'expression, je crois, de toutes les valeurs, structures et contradictions du système socialiste tout entier et c'est peut-être parce que j'ai l'habitude d'avoir des contacts souvent avec des amis d'Asie que je vais faire un développement en 8 points et je vais m'interroger donc à 8 reprises sur un certain nombre de problèmes.

*Troisième conséquence:* les travailleurs sont d'une part séparés des moyens de production. Ils ne peuvent exercer leur droit de propriétaires sociaux bien qu'ils soient juridiquement propriétaires mais au niveau alors du peuple tout entier.

Mais l'exercice de ce droit étant assuré par l'Etat, il y a une distance entre les travailleurs de l'entreprise et leurs moyens de production, notamment ils n'ont pas la totale maîtrise, loin de là, des revenus de l'entreprise.

Mais je ne répondrai pas aussi facilement.

Je m'interroge sur la possibilité d'une propriété de groupe de producteurs et sur les conséquences au niveau de l'efficacité économique sur la difficile cohérence d'une économie rassemblant des groupes de producteurs.

Je m'interroge peut-être encore davantage sur les risques de rupture de l'égalité sociale qui peuvent se produire pour des raisons n'ayant rien à avoir avec le travail des producteurs. Une entreprise par exemple mal située géographiquement, éloignée des matières premières, éloignée des marchés, ayant donc toute une série de diffé-

ents handicaps, peut se trouver dans une situation difficile, alors qu'une entreprise bien placée, etc.. Eh bien cela provoquera des distorsions de revenus extrêmement graves et la formule: « à chacun selon son travail » devra être abandonnée.

*Deuxième question:* quels sont les facteurs de relation équilibrée entre le pouvoir central et chaque entreprise, et chaque unité de production?

C'est un grand problème qu'ont tous les pays socialistes.

Les plans centralisés sont morts partout. Aujourd'hui, tout le monde condamne les plans centralisés et on sait qu'ils sont inefficaces.

Mais la politique d'équilibre c'est aussi une politique très difficile car la notion d'équilibre est aussi une notion pathologique; elle est complètement abstraite et théorique; chacun de nous est déséquilibré, c'est clair, notamment les universitaires, mais en même temps nous sommes dans la norme puisque c'est une notion purement abstraite.

Cet équilibre va dépendre de l'importance respective que l'on va accorder par exemple dans la planification aux indices quantitatifs et qualitatifs fixés par le centre, puisque ça va être la marge laissée à la liberté de manoeuvre de l'entreprise. Cet équilibre dépend aussi de la place laissée au marché par rapport au plan. Il dépend aussi d'une coordination entre les différents secteurs de production.

Tous les pays socialistes ont connu des goulots d'étranglement. Je me souviens par exemple en République Démocratique Allemande les difficultés des années 60 où les productions d'énergie n'avaient pas suivi le développement extensif de l'appareil industriel, ce qui fait que n'ayant plus d'électricité, n'ayant plus d'énergie suffisante par rapport au potentiel mis en place les usines tournaient à 70% de leurs possibilités faute d'énergie.

Il faut aussi une recherche d'équilibre entre les principes sectoriel et territoriaux d'implantation de l'appareil économique.

Le group est tombé en Union Soviétique dans une large mesure à partir d'une valse hésitation entre différentes façons d'organiser l'appareil économique, et tous les cadres ne sachant pas quels seraient leurs lendemains ont fini par former une coalition pour des raisons diverses et avec d'autres forces de nature politique ont renversé la Direction qui créait l'insécurité en raison des multiples hésitations dans l'aménagement sectoriel, territorial, etc..

Il y a aussi le problème de la prise en compte équilibrée de la vie des consommateurs.

Je crois que c'est un phénomène de plus en plus important dans les pays socialistes, surtout lorsque l'on atteint un certain seuil de développement des biens de consommation.

Cette notion d'équilibre est partout recherchée, donc trouvée de manière différente d'un pays socialiste à un autre.

J'ai oublié une question d'équilibre fondamentale, c'est l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie; là encore nous avons l'expérience des pays socialistes d'Europe, expérience de déséquilibre systématiquement et délibérément au départ en faveur de l'industrie. Tout investissement, tout moyen en main d'oeuvre était concentré sur l'industrie et cela a abouti très rapidement à un blocage du développement de l'industrie parce que les faiblesses de l'agriculture, les difficultés d'approvisionnement, les exigences d'importation sont entrées en jeu.

C'est bien le cas de la Pologne actuellement avec les produits de consommation.

On ne s'occupait pas de l'amélioration de la productivité et l'entreprise industrielle puisant dans la main d'oeuvre paysanne se disait: il est inutile de se poser le problème de la productivité puisque l'on ne fait qu'augmenter le nombre des travailleurs pour augmenter la production et tout cela a abouti, au bout d'un moment, à des difficultés non seulement dans l'agriculture mais aussi dans l'industrie et à un blocage qu'ont connu les pays socialistes dans les années 60 et qui a donné naissance obligatoirement aux réformes des années 60, puis 70.

Le concept d'équilibre est donc très complexe.

La Hongrie a trouvé certaines solutions. La R.D.A. d'autres très différentes. Mais c'est une recherche constante sur laquelle je crois aucun pays socialiste ne veut faire l'impasse.

J'ai été assez sensible, en ce qui me concerne, puisque je travaille souvent avec mes amis de la République de COREE, à la formule entendue souvent au plan industriel et économique: tout est prioritaire.

Je crois que c'est une bonne formule parce que, si on fait une hiérarchie dans la priorité, ce qui était la tendance des pays socialistes,

n s'aperçoit tôt ou tard que ce que l'on a négligé bloque la priorité que l'on avait définie.

Tout est priorité, c'est évidemment une autre formule, ultra difficile, impossible même à réaliser dans la pratique mais disons que c'est un modèle qui me paraît être le seul finalement raisonnable malgré son aspect déraisonnable.

*Troisième question:* est-ce que la rationalisation de l'économie des systèmes socialistes passe par la concentration des entreprises, par la constitution de grandes unités?

Cette question est apparue dans les années 60 dans les pays socialistes. Elle a été concrétisée par le statut des Unions de production de 1974, en U.R.S.S.; c'est un phénomène relativement récent mais très important.

Il y a, en effet, un processus, dans les pays socialistes d'Europe, de constitution de grandes unions d'entreprises que l'on appelle « des Unions de production, des unions d'usines », etc. qui réalisent une concentration horizontale ou verticale selon les cas.

Aujourd'hui, en U.R.S.S. la moitié de la production industrielle est réalisée par les Unions qui ne groupent pourtant que le quart des entreprises.

Alors il semble bien sûr que ces grandes unités, comme dans le mode de production capitaliste, soient une exigence objective, mais il faut savoir que ce processus de rationalisation provoque de nombreuses contradictions, d'abord au niveau de leur constitution.

En R.D.A. pour vous donner un exemple, on m'avait cité le cas de 3 usines fabriquant des cigares; ce n'était pas un secteur stratégique, ce n'était pas très grave et il y a pourtant eu un problème très difficile à résoudre: les trois usines qui fabriquaient des cigares en R.D.A. ont voulu concentrer, fusionner et recycler tout ce qui n'était pas absolument nécessaire à la production des cigares. Il y a eu une bataille terrible entre les 4 collectivités locales concernées: les entreprises, les travailleurs, le syndicat, le parti.

Quelle allait être l'entreprise qui continuerait la production de cigares parmi les 3?

Quels seraient les cadres qui seraient rattachés à l'Union et quels seraient ceux qui seraient détachés pour une autre activité?

Quels seraient les travailleurs recyclés? Etc..

Il est évident qu'un recyclage est une paupérisation pour les travailleurs. C'est un phénomène de paupérisation pour les travailleurs qui sont obligés de se recycler, c'est-à-dire pendant une période transitoire.

Donc des batailles politiques, des contradictions dans la phase de concentration, de réalisation de ces unions, des batailles politiques soit au niveau du fonctionnement de ces unions; il semble, en effet, que dans ces unions industrielles, dans la presque totalité des cas, les unités constitutives de ces Unions conservent en fait leur indépendance parfois juridique ou tout au moins leur volonté l'indépendance pratique.

En U.R.S.S. (chiffre de 1977), il y a 3.312 Unions qui regroupent à peu près 15.000 unités, 15.000 entreprises et sur ces 15.000 entreprises, près de 7.000 ont conservé leur personnalité juridique, c'est-à-dire que ces unions de production sont de fausses unions de production faisant apparaître de multiples problèmes et de multiples contradictions puisque les Unités associées conservent leur personnalité juridique pour une part et même, lorsqu'elles ne la conservent pas, elles font comme si elles l'avaient encore et il y a des batailles là encore très serrées. On voit notamment, très fortement dans les pays socialistes un patriotisme d'entreprise se développer qui fait que l'on est très sensible à la vie de l'entreprise et très indifférent à tout ce qui est extérieur à l'entreprise.

On voit aussi bien sûr des obstacles apparaître entre entreprises réunies dans des Unions, appartenant à des territoires, des régions, des départements (ou des Républiques pour l'Union Soviétique) différents. Cela implique des problèmes nationaux, parfois régionaux, tout au moins, de relations et quand deux régions, deux républiques soviétiques par exemple doivent coopérer dans le cadre d'une union de production, eh bien ce n'est pas simple du tout!

*Quatrième question: y a-t-il gestion collective ou pas dans les entreprises d'Europe Socialiste?*

Et cette gestion collective est-elle possible ou est-elle souhaitable?

Il n'y a pas non plus de mythologie de la gestion collective. Je crois qu'il faut, en tant qu'universitaire, s'intéresser à savoir quel est le monde des rationalités d'une gestion collective.

Pour le moment, dans les pays socialistes d'Europe le principe général c'est la direction unipersonnelle et les Allemands sont particulièrement attachés à cette direction. Il y a certainement là des traditions très anciennes.

La théorie allemande sur ce point est très rigoureuse, très stricte et très précise. Il n'est pas question de remettre en cause cette direction unipersonnelle; mais de toutes façons partout dans l'Europe socialiste c'est à peu près la même chose: le Directeur nommé, révoqué par l'Administration compétente de l'Etat, avec avis plus ou moins effectif du syndicat.

Mais depuis 1965 il faut noter une évolution: les directeurs, notamment en Union Soviétique, ne font plus qu'exercer des droits appartenant à l'entreprise et je crois qu'ils se situent un peu, aujourd'hui comme nos Préfets français; ils sont à la fois l'expression de l'appareil central et les représentants des intérêts locaux. C'est inquiétant, je fais référence à l'expérience française. J'espère que ce n'est pas cela mais c'est difficile à savoir parce que ce que je sais de l'expérience française c'est que les préfets ne sont que l'expression du pouvoir central et rien d'autre. Il faudrait faire des études de terrain que je n'ai pas faites pour savoir ce qu'il en est exactement.

Mais l'idée est que de toutes façons ce directeur d'entreprise a une autorité qu'il doit exercer.

C'est disons le discours dominant dans les pays socialistes.

Je ne suis pas sûr d'ailleurs que l'origine de ce discours dominant ne soit pas la longue pénurie de cadres qui a existé dans tous ces pays, qui n'étaient que des pays en voie de développement, lorsqu'ils sont devenus socialistes; et la pénurie de cadres conduit bien sûr à thésauriser sur cette pénurie pour conclure que c'est là vertu, alors que ce n'était que nécessité au départ.

Et l'on voit qu'il peut y avoir intérêt aussi à thésauriser de cette manière.

Il y a bien sûr une responsabilité très marquée au niveau juridique des directeurs. Le Droit est parfaitement au point. Trop. Parce que vous savez que, lorsque l'on prévoit des sanctions trop lourdes, en général, elles ne jouent jamais.

Nous l'avons vu récemment en France, avec notre ancien Ministre de l'Intérieur, PONIATOWSKI, que certains voulaient porter

en Haute Cour. Jamais la Haute Cour ne fonctionne pour qui que ce soit parce que sans doute la sanction est trop lourde et la procédure difficile.

Il y a donc une grande stabilité des cadres dirigeants dans les entreprises.

Le seul exemple que l'on me donne c'est que, lorsqu'il y a une carence trop grande, dans telle ou telle entreprise socialiste d'Europe, alors on expulse le directeur mais par la promotion, c'est-à-dire que l'on fait monter le cadre et puis on le fait glisser latéralement vers des secteurs moins stratégiques, moins opérationnels.

Mais cette promotion, cette expulsion par la promotion est certainement très coûteuse, politiquement complexe et ne peut pas jouer en permanence, car on ne saurait plus où mettre les dirigeants incompetents et promus. Bien sûr, il y a les Académies mais ça ne peut pas toujours suffire pour caser tout le monde.

D'après ce que je sais aussi, les réformes qui ont insisté sur le renforcement de l'économie des entreprises se heurtent non pas tant au pouvoir central qui est à l'origine de ces réformes visant à accorder une stimulation à l'autonomie mais aux entreprises elles-mêmes et notamment à ces directeurs qui ont d'abord été fabriqués dans un esprit de subordination, et comme ce sont toujours les mêmes ils continuent à fonctionner avec les mêmes schémas, mais surtout, comme ils sont encore plus responsables, avec les réformes ils cherchent à se couvrir, à échapper à leurs responsabilités en faisant prendre en fait leurs décisions par les Autorités Supérieures. Alors il y a le téléphone, le télex, toute une série de choses qui fonctionnent permettant d'éviter aux directeurs responsables et autonomes d'exercer réellement leur autonomie et leur responsabilité.

Bien entendu, cette gestion centralisée de fait ou de droit est un obstacle à la participation des travailleurs dans l'entreprise et même dans les pays où a été organisée une co-gestion, je ne dis pas l'autogestion mais une cogestion réelle au plan juridique.

Je pense à la Pologne et aux vertus de la loi de fin décembre 58, la vieille loi.

Eh bien cette cogestion, que je ne décrirai pas, que les polonais appelaient autogestion, n'a pas fonctionné, la preuve en est apportée, il n'est pas nécessaire de faire un développement sur les événements successifs de 70, ou de 80, pour la Pologne.

*Cinquième question:* quel est la place et le rôle du Parti et du Syndicat dans l'entreprise?

C'est une question aussi que les pays socialistes ne manquent pas de se poser, car la participation des travailleurs dans les pays socialistes d'Europe est assurée essentiellement par le relais du Parti et du Syndicat.

En principe, chacun a une tâche très différente. Le Parti, c'est le long terme, c'est l'avenir de la société toute entière, c'est la conscience de l'entreprise vis à vis de l'économie nationale. Le Syndicat, ce sont les revendications à court terme; et l'appareil administratif, c'est la gestion technique.

Eh bien en pratique, ça ne marche pas du tout comme cela. En pratique, le Parti, le Syndicat et l'Administration font tout en même temps et se superposent, se fondent au bénéfice bien sûr du court et du moyen terme qui vous prennent à la gorge et ont des exigences.

Et en conséquence, je crois que les pays socialistes d'Europe, c'est un paradoxe à mon avis à peine caricatural, ont vu leur Parti disparaître, leur parti de révolution, et je crois, bien que ce soit les partis qui officiellement jouent le rôle dirigeant, que les partis sont devenus des instances en fait étatiques, des instances de gestion étatiques.

Alors la définition juridique de partie continue; c'est bien le parti en tant que phénomène juridique qui décide mais le parti n'est plus un parti, c'est l'instance administrative, étatique, c'est l'Etat qui l'emporte, pas le Parti. Ce qui me fait dire à mes amis qui ne sont pas favorable au socialisme qui l'ils veulent se débarrasser d'un parti communiste ils n'ont qu'à l'envoyer au pouvoir.

Donc, lorsque l'on parle de l'omnipotence du Parti, on va parler en fait de l'omnipotence de l'Etat dans les Pays socialistes.

On n'a pas réussi jusqu'à présent à réellement dissocier dans les pays socialistes le Parti, le syndicat et l'Etat.

Sans doute la Hongrie est-elle la plus avancée dans ce processus de dissociation mais ce n'est qu'un processus très embryonnaire et il faut dire néanmoins qu'en Union Soviétique il y a un début de quelque chose dans la nouvelle constitution de 1977, l'article 8, chapitre I, titre I; je le cite parce que je crois que c'est un texte

d'avenir. C'est au moins, pour ma part, l'avenir de l'Union Soviétique. Et dans cet article il est prévu une nouvelle structure qui est ce que l'on appelle « les collectifs de travailleurs » et ces collectifs de travailleurs semblent être une structure vers la démocratie directe dans l'entreprise.

Il y a du moins la plate-forme juridique non pas effective encore mais juridique d'une future et éventuellement démocratie directe dans l'entreprise, ce qui ne peut faire que plaisir à nos amis Libyens qui sont très préoccupés de cette question. Mais pour le moment, en Union Soviétique, il n'y a pas de pratique sur ce terrain mais une base juridique qui a été glissée par les constituants en 1977 et je crois que c'est très important.

*Sixième question:* je veux m'interroger sur le développement du droit économique.

Je regrette que le Professeur FARJAT ne soit pas là puisqu'il est presque, en France, le fondateur du droit économique, du moins analysé de manière scientifique.

Et je voudrais dire que dans les pays socialistes d'Europe, il y a un grand développement du Droit économique, notamment bien sûr avec l'apparition d'un droit contractuel, c'est-à-dire avec un droit facilitant le développement des relations directes inter-entreprises, expression du renforcement de l'autonomie des entreprises, avec l'apparition aussi d'une justice économique.

Il y a des choses très intéressantes à étudier, je crois, sur l'arbitrage économique, sur les juridictions économiques, leur façon de concevoir aussi le Droit. Moi, c'est ce qui me frappe le plus au delà des aspects contentieux. C'est ce que l'on souhaite en matière de juristes: des juristes non plus contentieux d'une vérité juridique abstraite, mais occupés de l'efficacité de leurs sentences.

Dans un contentieux entre deux entreprises la vérité juridique ne sera pas de sanctionner par exemple celle qui aura la vraie responsabilité d'un retard de livraison, car éventuellement condamner une entreprise qui avait déjà des difficultés, c'est l'enfoncer davantage dans ses difficultés, mais il s'agit de faire que le contentieux débouche sur une solution économique efficace; et éventuellement au lieu de condamner l'entreprise qui a été source d'un retard dans une livraison, on va demander à l'entreprise privilégiée d'aider l'entreprise en retard pour que cela ne se reproduise plus.

Vous voyez que les Facultés de Droit, tout au moins occidentales, ont beaucoup à faire pour fabriquer des juristes intelligents.

Ce droit économique nouveau cependant est aussi l'illustration d'une préoccupation croissante dans les Pays socialistes de l'Europe en faveur du Droit et de la légalité en général. Pendant un certain temps le Droit ayant été assimilé à un phénomène strictement bourgeois a été négligé et cela a abouti en fait en pratique aux répressions staliennes. Depuis un certain nombre d'années, l'obsession de la légalité est devenue très profonde dans les pays socialistes de l'Europe et le Droit économique fait partie de cette expression; on dit en gros dans les pays socialistes que l'efficacité économique et le respect de la légalité vont de pair, sont identifiés.

Mais ce que je voudrais dire — et pour cela j'aurais bien souhaité que le Professeur FARJAT soit là — c'est que je me demande si ce développement du Droit économique nouveau, qui favorise les mutations de l'appareil économique et des entreprises, ne présente pas aussi toute une série de risques, parce que je crois que ce sont essentiellement des solutions techniques. Or, est-ce que ces solutions techniques mises en avant ne jouent pas un rôle de dissimulation des problèmes politiques idéologiques qui semblent être à la base des conditions les plus importantes de la société socialiste européenne.

Est-ce qu'il n'y a pas, là encore, un détour conscient ou inconscient de la part des dirigeants des pays socialistes pour retarder la solution des questions fondamentales de la démocratie politique notamment.

Car démocratie économique et démocratie politique, là encore, ne peuvent pas se séparer, notamment dans les pays marxistes. Comment pouvoir faire des séparations entre démocratie économique et démocratie politique? Comment réaliser la participation des travailleurs dans l'entreprise et pas dans la société civile ou pas dans la vie politique?

Jusque là, par exemple, on a beaucoup négligé, dans les pays socialistes, les problèmes de la personnalité, de la subjectivité, de la morale et il est très intéressant de voir (et c'est notre collègue, l'ancien Président de Vincennes, qui nous en a parlé, il y a quelque temps) que ces problèmes, qui sont peut-être des problèmes très importants par delà les modes de production ressurgissent dans la vie des pays socialistes, et notamment dans la vie soviétique au travers de la litté-

rature, du roman, du cinéma, du théâtre, et c'est peut-être le premier pas vers ensuite la prise en compte au niveau des politiques, des économistes, des juristes, de ces problèmes qui sont tellement de nature décisive en dernier ressort.

Je ne réponds pas sur ces questions mais je crois qu'il faut poser des problèmes.

J'aborde le septième question et j'en arrive presque à la fin.

Le passage d'un développement extensif (qui est la phase de départ que tous les pays de l'Europe socialiste ont connue, c'est-à-dire la phase d'édification d'une infrastructure industrielle à un développement intensif, qui est la phase de rationalisation de la production, une fois cette infrastructure industrielle mise en place (ce passage donc d'un développement d'un certain type où l'on s'étend, où l'on met en place l'infrastructure, cette sorte d'extension horizontale à un développement intensif, sorte de développement vertical avec tous les problèmes de productivité) a fait apparaître de très nombreuses contradictions et les réponses que donne l'entreprise sont encore très embryonnaires.

D'abord, on constate dans cette phase intensive, c'est-à-dire dans cette phase de développement de la rationalité et de la productivité, la nécessité absolue de relier étroitement l'innovation et la production; au fur et à mesure que le niveau économique d'un pays s'élève, la place de la recherche et de l'innovation devient décisive et la rapidité de la circulation de l'innovation entre la production appliquée devient alors quelque chose de fondamental.

*Autre problème:* tous les problèmes de main d'oeuvre notamment, qui se posent et qui ne sont pas réglés. Par exemple, comment faire passer le plus vite possible la ruralité d'une classe ouvrière? Car toutes les classes ouvrières des pays socialistes d'Europe sont des classes ouvrières jeunes, c'est-à-dire des classes ouvrières qui viennent de se constituer à partir d'un exode massif des campagnes. 10 ans, 20 ans, 30 ans, 40 ans même. Et rien d'un point de vue sociologique.

Or, on constate que la ruralité est déterminante dans les comportements face à la production.

En France même on a des exemples entre des usines RENAULT installées dans la région parisienne et une usine RENAULT avec exactement la même technologie et les mêmes conditions sociales

allée en Normandie ou en Bretagne. La productivité n'est pas la même, le taux de syndacalisme non plus, le militantisme politique n'est pas le même, etc..

Et le seul élément explicatif, c'est précisément la vieille tradition d'indiscipline des ouvriers parisiens et la ruralité des ouvriers Bretons et Bretonnais, ce qui explique pourquoi ce phénomène est très important puisqu'il s'est généralisé presque à toute l'Europe socialiste industrielle.

Un autre problème encore: la main d'oeuvre. Le problème de la mobilité des travailleurs.

Les pays socialistes sont perturbés en permanence par des travailleurs qui quittent les entreprises pour aller dans une autre, pour aller dans une autre encore, au grés de leur subjectivité ou plus simplement au grés de leurs intérêts immédiats. Dans la mesure où il n'y a pas de chômage, dans la mesure où dans un pays comme la France, au contraire, il y a recherche permanente de travailleurs, il n'y a pas de sur-emploi et les travailleurs sont sûrs, où qu'ils aillent, de trouver du travail.

En conséquence, les travailleurs se déplacent au fur et à mesure qu'ils apprennent que telle ou telle usine est plus performante que telle autre, et que telle ou telle usine marche bien, que les primes sont d'un niveau élevé; de ce fait, on va dégarnir les entreprises les moins performantes, peu performantes pour aller vers les secteurs les plus performants. Et il y a des fluctuations de l'appareil économique, de l'efficacité donc de main d'oeuvre et c'est très compliqué à régler, ce qui n'est pas d'ailleurs.

Il y a les problèmes de l'indiscipline du travail liés à de multiples phénomènes mais pas seulement liés aux phénomènes de la démocratie politique. Disons que les plus progressistes dans les pays socialistes, le progressiste au sens étymologique, recommandent — et j'en suis assez d'accord — un développement de la démocratie pour réduire l'indiscipline du travail, l'absentéisme, le laxisme, etc.. Mais ce n'est certainement pas suffisant. Par exemple le phénomène de la ruralité, avec les rythmes de travail millénaires ou pré-millénaires, qui n'ont rien à voir avec le rythme de travail de pays industrialisés ne sera pas éliminé par le fait que l'on donnera la parole effective à des travailleurs.

C'est un problème, là encore, non réglé.

Il y a le problème des stimulants moraux et matériels.

Là encore ce n'est pas seulement un problème technique. Très souvent il a été présenté comme un problème technique dans les pays socialistes; ce n'est pas un problème technique mais fondamentalement idéologique. C'est ainsi que l'on a indifféremment développé les stimulants matériels et les stimulants idéologiques.

Mais je voudrais vous dire que, là encore, mon expérience coréenne m'a intéressé, car dans les entreprises que j'ai visitées en République Populaire de Corée, j'ai constaté que l'on avait précisé que les stimulants matériels sont toujours collectifs tandis que les stimulants moraux peuvent être individuels. Car effectivement la stimulation matérielle individuelle me paraît source de perturbation idéologique dans une société socialiste de très grande importance. Par contre récompenser une équipe, un collectif de travail, c'est tout autre chose que de récompenser un simple individu.

Là encore ce sont des problèmes non réglés qui résultent d'ailleurs, je crois, fondamentalement, de l'économisme qui préside au socialisme en Europe, socialisme économique qui est la déviation, je crois, la plus naturelle, la plus logique dans des pays qui sortent du sous-développement. Mais je crois que c'est une déviation que n'ont pas su éviter les pays d'Europe socialiste.

Il faut dire que là aussi peut-être il y a une histoire, l'histoire du Peuple Russe avant 1917. Le mouvement révolutionnaire russe a eu à se battre avec la police, le romantisme révolutionnaire, etc. et peut-être le contre-pied marxiste de l'époque a-t-il été un économisme très exigeant pour faire balance avec la tradition anarchisante du peuple russe, le résultat n'étant peut-être pas satisfaisant.

Enfin dernière question, et je m'excuse d'avoir violé la règle que j'avais proposée, mais j'ai derrière moi 200 ans d'Impérialisme occidental qui à la fois établissait les normes pour lui-même et puis qui les violait bien sûr à l'encontre des autres. Donc je respecte la tradition bien que nous soyons en fin de comète.

Donc dernière question.

Donc huitième et dernière question.

Il me paraît difficile de s'interroger — je crois que c'est M. MAROUANI qui est intervenu dans ce sens — si s'est dans un vocabulaire économique auquel je n'ai pas pu comprendre grand-

chose. Je m'excuse de mon ignorance. Mais je crois que la question a été posée par lui parmi différentes questions et il me paraît difficile qu'il s'interroge sur l'entreprise socialiste, comme s'il s'agissait d'une expérience de laboratoire, isolée du marché mondial, isolée des exigences de l'économie nationale, plongée dans le marché mondial. Nos amis Libyens, ici présents, le savent, et je dirai en ne citant qu'un seul mot « ELF AQUITAINE » qu'il y a des événements qui présentent sur les économies nationales et l'on ne peut pas parler d'économie nationale dans l'entreprise nationale, sans faire qu'il y ait des liaisons avec le marché mondial et ses fluctuations politico-économiques.

Or, tous les pays socialistes d'Europe sont insérés plus ou moins dans le marché mondial.

Or, ce marché mondial, il est dominé par les grandes puissances capitalistes et notamment par les Etats Unis.

Or, cette domination des grandes puissances capitalistes du marché mondial fait qu'il y a une pénétration dans les économies socialistes, y compris les plus développées, y compris la R.D.A. et d'autres pays comme ceux-là, phénomène perturbateur lié aux fluctuations du capitalisme mondial.

Il n'y a pas seulement l'inflation des produits énergétiques mais il y a par exemple le phénomène monétaire, par exemple l'inflation occidentale, par exemple les embargo mis sur la technologie avancée, etc. etc..

Il y a même davantage, car je crois que les fluctuations qui agissent sur l'entreprise entraînent aussi une pénétration de l'idéologie dominante, c'est-à-dire de l'idéologie occidentale à l'intérieur des pays socialistes.

Il y a un transfert de technologie occidentale qui est un transfert réalisé en permanence. Ce n'est pas seulement un transfert de technologie, c'est aussi un transfert de plein d'autres choses qui viennent de l'Occident, y compris bien sûr des modes de consommation et les modes de consommation ne sont pas des modes de consommation abstraites ou bien généraux indifférents à la société dans laquelle on se trouve. Et l'on voit très fortement des modes de consommation occidentaux se développer dans des pays socialistes alors que ces modes de consommation vont à l'encontre du projet socialiste.

Là encore ces éléments hétérogènes qui ont pénétré le socialisme en liaison avec toute une série de transferts extérieurs posent des problèmes non résolus.

Bien entendu, vous voyez bien que je n'ai apporté aucune réponse et que je ne fais la leçon à personne.

Je suis membre d'un Parti politique depuis 20 ans qui n'a cessé d'accumuler des fautes et des erreurs, comme tout le monde, et il n'est donc pas question de donner des leçons à quiconque, pas plus que de proposer un modèle de l'Europe socialiste à nos collègues Libyens ou Algériens, pas du tout!

Simplement, je pense très utile de s'interroger de manière précise sur les expériences des pays socialistes avancés parce que je crois que ces expériences ont au moins un mérite, c'est d'exister et en conséquence, elles nous permettent pour l'avenir d'éviter de les reproduire.

Je vous remercie.